



Nantes Métropole

À Bellevue, l'emploi reste une course d'obstacles

Retour à Bellevue. Les 2 300 demandeurs d'emploi butent sur des freins matériels, l'argent, la langue, la mobilité. S'ajoute la barrière psychologique, comme une peur de sortir de ce quartier nantais.

Présidentielle 2022



La moitié des 2 300 demandeurs d'emploi du quartier prioritaire est inscrite à l'agence Pôle emploi de Bellevue (l'autre à celle de Chantenay). (Photo: Ouest-France)

Reportage

C'est jour de marché à Bellevue, ce mardi. Et de l'autre côté du square d'Acuitaine, quelques va-et-vient à l'agence Pôle emploi. Pas un flot continu, mais quand même la plus grosse affluence de la semaine. « Je cherche du travail dans le ménage, afin de rester disponible pour ma fille de 4 ans. » Rayan habite le quartier prioritaire depuis trois ans. Cette Souдайnais de 34 ans vit avec 600 € versés par la CAF (Caisse d'allocations familiales), et prend des cours de français. « Un hôtel m'a appelée pour un CDD, mais c'est trop loin... » Trois ou quatre kilomètres en dehors du quartier, et pourtant déjà un obstacle pour cette femme dont l'environnement quotidien se borne à quelques rues. Comme pour la plupart des demandeurs d'emploi rencontrés. « L'éloignement est souvent une raison pour refuser une offre de travail. On est sur un public peu mobile, qui sort peu du quartier, et même parfois de chez eux », confirme Guillaume Paillat, directeur de l'agence Pôle emploi de Chantenay, et sa collègue Delphine Leclerc, directrice de celle de Bellevue. Comme une frontière mentale que tout le monde souligne mais que personne n'explique vraiment.

« La barrière du quartier est dans leur tête »

« Je remarque souvent ce frein psychologique », confirme Elisabeth Bozon-Vialle, de l'association Face 44. Dans son local vitré, au cœur de Bellevue, place Mendès-France, cette professionnelle de la Fondation agir contre l'exclusion accompagne vers l'emploi des 18-60 ans perdus dans leur projet de travail ou de formation. « Beaucoup me disent : je

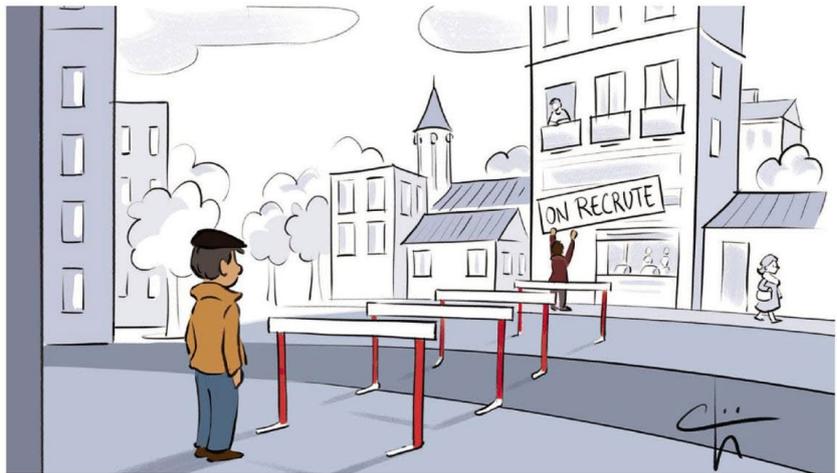
suis de Bellevue et tel ou tel métier n'est pas pour moi. La marche leur paraît trop haute, et ils n'osent pas. Cette barrière du quartier n'est que dans leur tête. Dans mon coaching, j'essaie de leur ouvrir les champs du possible. Habiter ici n'empêche en rien de travailler en centre-ville. » Elisabeth Bozon-Vialle répète la nécessité pour son association d'être visible dans un tel quartier. À l'agence Pôle emploi de Bellevue, « nous avons 500 à 600 offres par mois, chiffre Delphine Leclerc. Dans le service à la personne, les métiers de bouche, le numérique et l'hôtellerie-restauration. »

À Bellevue, il n'y a aucun gros employeur, à l'exception des services publics. Et aucune agence intérim. En dehors du quartier, ces demandeurs d'emploi se heurtent à un manque de réseau. « On observe une peur de l'extérieur, approuve Cyril Ledru, responsable du projet territorial de la Maison de l'emploi de Bellevue, qui dépend de Nantes métropole. Les personnes suivies recherchent dans les métiers qu'ils connaissent : petite enfance, commerce, service à la personne, préparation de commandes. On les emmène vers d'autres opportunités, comme le bâtiment ou l'aide au grand âge, et pas forcément dans le quartier. » La preuve avec Tessy, 38 ans. Cette Nigérienne dépose des CV mais croit que son horizon se limite au seul métier de femme de ménage. Le changement dont elle rêve ? Arrêter de faire des lits, « trop épouvanté », pour nettoyer des bureaux.

Hanane veut être pâtissière

La Maison de l'emploi a fusionné avec la mission locale. L'agence de Bellevue soutient 1 400 jeunes de 16 à 25 ans en décrochage, éloignés de l'emploi, déscolarisés, peu qualifiés, sans expérience. Parfois se greffent aussi des problématiques de santé, de logement, de permis de conduire, de délinquance. « On travaille sur la confiance en soi, l'accompagnement social et la montée en compétences, par la formation et l'alternance », insiste Cyril Ledru.

On y croise aussi des adultes, comme Hanane. Cette Marocaine de 30 ans, en France depuis 2015, termine son rendez-vous avec une conseillère. « J'étais perdue. L'apprentissage du français et du code de la route m'ont redonné confiance. » La jeune femme ne voit plus son avenir dans des missions de nettoyage en maisons de retraite ou à l'hôpital, comme actuellement. Hanane ambitionne une formation de pâtissière. « Comme dans un rêve. » À la Maison de l'emploi, comme avec l'association Face, il est facile de trouver un



À Bellevue, tous les acteurs de l'emploi décrivent les mêmes obstacles physiques et psychologiques qui se dressent devant les demandeurs d'emploi du quartier. (Photo: Ouest-France)



Cyril Ledru (à droite), responsable du projet territorial de la Maison de l'emploi de Bellevue, avec Dorcas Meya, agente d'accueil, et Pascal Couffin, responsable communication. (Photo: Ouest-France)

coup de main pour rédiger un CV, une lettre de motivation, ou simuler un entretien d'embauche.

Dans cette élection présidentielle, l'emploi n'est presque pas un thème. Avec la relance post-covid, les entreprises ont recruté. À Nantes, le taux de chômage, au 31 décembre 2021, dépassait à peine 6 %. Une statistique en trompe l'œil. À Bellevue, sur 20 000 habitants, ils sont 2 300 demandeurs d'emploi. « Un chômage toutes catégories à 20 % », d'après la Maison de l'emploi. « En baisse palpable de 12 % sur un an », précise Pôle emploi. Et un taux de

pauvreté à 39 %. La population étrangère, qui maîtrise mal ou pas le français, et les exclus du numérique sont pénalisés. July, une Turque de 58 ans, doute de l'efficacité de Pôle emploi. « Je suis prête à accepter tout type d'emploi, mais on ne me propose rien. Je n'ai travaillé que par intermittence dans les entreprises de mon frère. »

« Si on m'avait bien orienté... »

Cette femme voit l'analyse comme une discrimination, et la mauvaise réputation de Bellevue n'aide pas.



Elisabeth Bozon-Vialle est chargée de projets en accompagnement chez Face (Fondation agir contre l'exclusion). (Photo: Ouest-France)

« Ça existe certainement », admet la Maison de l'emploi, sans pouvoir le mesurer.

Mathieu, 37 ans, licencié depuis six mois d'une entreprise de transports, fume une cigarette devant l'agence Pôle emploi. « J'ai un Bac et un BEP vente. Mais mes diplômes ne m'ont jamais aidé à trouver un travail. » À un futur président de la République, il aimerait dire que le chemin vers l'emploi commence par une bonne orientation au collège et au lycée. « Si on m'avait bien orienté, j'aurais aimé travailler dans le bâti-

ment, un truc manuel. Mais à mon époque, l'apprentissage était une tare, une voie de garage. » Carrossier de formation, Manu, 24 ans, pointe au chômage depuis un an, avec 674 € d'allocations. Plus jeune, il dealait « pour l'argent facile ». Depuis que sa fille est née, il s'est rangé : « Priorité au travail ! » Mais faute de permis de conduire, des offres éloignées de Bellevue lui sont inaccessibles.

Christophe JAUNET et Christian MEAS.

Au milieu du quartier Bellevue, le pari d'une pépinière artisanale

L'ancien centre commercial, rasé, est remplacé par la cour artisanale le Gallée, depuis 2014. Bureaux et ateliers sur 3 000 m², plantés entre les barres d'immeubles de Bellevue. Un pari de la puissance publique pour « mettre de l'emploi au cœur du quartier », justifie Christian Giboureau, directeur général de Loire Océan Développement (LOD). Cette société d'économie mixte gère l'équipement au nom de Nantes métropole.

Aucun salarié de Bellevue

Bilan à nuancer. « Sur mes huit salariés, aucune ne réside à Bellevue », relève Daniel Lebrun, pas venu profiter des allègements de charges. Sur ses véhicules et sur le web, ce patron du bâtiment fait savoir qu'il recrute. « Je cherche des compétences, des gens formés, expérimentés et autonomes. Personne du quartier n'a poussé la porte. » Il s'aperçoit que ses besoins en électricien, peintre, plombier ou carreleur ne sont pas en adéquation avec le profil des demandeurs d'emploi inscrits ici. « J'ai tenté

de prochain Président qu'il continue à baisser les charges patronales pour donner envie d'embaucher sans prendre de risque financier. » Dans un bureau à l'étage de la cour artisanale, l'entreprise Instated, installée depuis deux mois, crée du mobilier en recyclant les résidus des fabricants de bière. La petite société apprécie la faiblesse du loyer, mais Franck Grossel et Romain Usché, co-fondateurs, regrettent la vacance de beaucoup de bureaux. « L'image de Bellevue et le paysage bloquent certains. Pourtant, on est plus tranquille ici qu'à Commerce. Ce lieu mériterait plus de visibilité et d'ouverture vers le quartier. Pourquoi pas un médiateur qui servirait de passerelle entre les demandeurs d'emploi et les entreprises basées là. » Eux se disent prêts à accueillir en stage des collégiens de l'établissement en face de leur local.

Chef BAME, « Bon à manger ensemble », la cour artisanale repré-

senté « une présence stratégique à Bellevue ». Parce que ce traiteur est une entreprise d'insertion sociale.

Simon Dufour-Emmanuel, président-créateur, termine la récente installation de la cuisine, et veut embaucher dans ce quartier. Dans cette jeunesse inactif, qui traîne à la rue, il y voit un



Photo de gauche : Franck Grossel et Romain Usché, co-fondateurs de Instated (créateur de meubles à partir des résidus des fabricants de bière) sont installés à la cour artisanale de Bellevue. Au centre, Daniel Lebrun, patron de la société DLM, installé à la cour artisanale. Et à droite, Simon Dufour-Emmanuel, président-créateur de l'entreprise d'insertion BAME « Bon à manger ensemble », et son chef-cuisinier, Guillaume Nozet. (Photo: Ouest-France)

vivier de main-d'œuvre, et offre des CDD d'insertion dans la restauration, deux ans maximum. « BAME est la marche qui peut aider ces jeunes à aller vers un emploi ou une formation, à trouver leur place dans la société par le travail. » Aujourd'hui, Simon Dufour-Emmanuel a sous con-

trat un réfugié érythréen. Il table sur cinq en fin d'année et se projette à trois ans : « 36 salariés dont la moitié en insertion. » Dans l'idéal, tous de Bellevue.

C. J. et C. M.

Emploi franc

En 2021, 118 emplois francs ont été signés dans le quartier Bellevue entre des employeurs et Pôle emploi. Cette prime est versée pour le recrutement d'une personne habitant le quartier prioritaire de la politique de la Ville. 15 000 € sur trois ans pour une embauche en CDI et 5 000 € sur deux ans en CDD d'au moins six mois. Des montants proratisés au temps de travail et à la durée du contrat.

« Notre priorité est de cibler les demandeurs d'emploi les plus fragiles, les plus éloignés du travail, pour qu'ils ne passent pas à côté de la reprise économique. »

Guillaume Paillat, directeur d'une agence Pôle emploi

Bellevue, saison 2, l'épisode final

Voilà quinze ans, des journalistes d'Ouest-France avaient passé un mois à Bellevue. Ils y sont retournés ces derniers jours, prendre le pouls du quartier à quelques semaines de

l'élection présidentielle. Pour connaître les attentes et les espoirs des habitants.

Cet article est le dernier épisode de la série Bellevue, saison 2.